

BILAN 1988-1993.

(parties soulignées uniquement)

"PARALLELEMENT" (le rôle retrouvé par le Parlement au cours de la législature 1988-1993 en raison de l'absence de majorité absolue)

DECOUVERTE DE L'EUROPE par les députés

IMPOSSIBLE DEBAT SUR L'IMMIGRATION (de la loi Joxe <=principe de la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière> à l'amendement Marchand <=allongement de la durée de rétention pour les étrangers non admis sur le territoire>)

LA 'FIEVRE VERTE' (ECOLOGIE)

ARGENT OBSEDANT (de l'amnistie à la lutte contre la corruption)

MAJORITES D'IDEES DE LA SANTE (réforme hospitalière. internement psychiatrique)

SURVEILLER ET PUNIR (CODE PENAL)

DECENTRALISATION PEU REVUE, A PEINE CORRIGEE (refus du retour des préfets)

CRISE AU QUOTIDIEN (aide juridique, surendettement des familles, procédures de saisie, droit au logement)

CHEMINS DE L'EGALITE SOCIALE (insertion, assurance-maladie)

INTERVIEWS MITTERRAND

PROGRAMME ELECTORAL DE LA DROITE

REGARDS SUR LA LEGISLATURE

Après les promesses de l'"ouverture", traduction politique de la conversion aux vertus d'un capitalisme tempéré par le RMI (revenu minimum d'insertion sociale), la gauche s'est enlisée. A la prospérité des premières années s'est succédé le marasme, au "déficit social" s'est ajouté un discrédit moral.

Titres:

A) L'ancrage européen du pays, consacré par la ratification du traité de Maastricht, B) L'intense activité déployée par Roland Dumas qui a aidé à régler le nouveau statut international de l'Allemagne et qui mené une "opération reconnaissance" des pays baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie se séparant de la CEI <=Communauté d'Etats Indépendants>) face à un Président de la République? hésitant mais qui partage avec Mitterrand? la crainte de reconnaître trop vite la Slovénie et la Croatie) et C) l'émergence du "devoir d'assistance" humanitaire (appelé d'abord "droit d'ingérence" > le "tapage" de Bernard Kouchner, fondateur de l'association Médecins sans Frontières) ont dominé l'action diplomatique.

Quelques repères de politique internationale:

1989- Le mur de Berlin tombe

1990- de la crise à la guerre du Golfe

1991- La fédération yougoslave se disloque

1992- mauvaise passe pour l'Europe (:le Danemark et l'Angleterre n'adhèrent

pas pleinement aux accords de Maastricht)

Un soldat sur cinq de l'armée de terre française sert à l'extérieur de la métropole.

Quelques repères de politique intérieure:

Même s'il est achevé dans l'inquiétude d'avoir à gérer des équipements lourds, le second mandat de Jack Lang au ministère de la culture a été une incontestable réussite.

1988- lancement de la "très grande bibliothèque" qui deviendra peut-être seulement une "nouvelle bibliothèque nationale" (en 1995 ?)

1989: les fêtes du Bicentenaire (célébrant la mémoire de la Révolution française de 1789)

1990- l'année de la crise des intellectuels et des problèmes avec l'opéra Bastille

1991- effondrement du marché de l'art

1992- année de l'Exposition Universelle de Séville (Espagne) où le pavillon "minimaliste" de la France attire une foule de visiteurs et de la création d'un Institut International des arts.

Dans l'enseignement, après la "guerre scolaire" de 1984, un accord est intervenu entre le ministre de l'Education nationale, M. Jacques Lang, et le secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Max Cloupet sur la parité de traitement entre l'enseignement public et l'enseignement privé, sur la formation des professeurs et sur "la mission du service public".

Les "années Béré" (=le ministre Pierre Bérégovoy):

un capitalisme banalisé donne une croissance honorable, une monnaie stable, une désinflation réussie, une compétitivité améliorée mais un chômage, qui après avoir fléchi (entre juin 1988 jusqu'au milieu de l'année 1990), est reparti de plus belle et se situe actuellement autour de 3,3 millions (sous le Premier ministre Balladur)

Les années Béré constituent aussi: un secteur public "désidéologisé", des déficits accrus, un pouvoir d'achat amélioré, des inégalités aggravées, une Bourse assainie, des investissements en panne.

Politique industrielle: L'obstacle du "ni-ni" (ni privatisations, ni nationalisations) a été contourné plusieurs fois (exemple Renault-Volvo); de longues négociations avec la Commission européenne pour obtenir le feu vert pour l'effacement des dettes de Renault <qui se privatise fin 1994 !>, pour les donations en capital à Bull.

Agriculture: Des repères essentiels pour baliser les cinq années sont le GATT (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce) <dont les négociations ont été menées à bien pour la France par Balladur> et la réforme de la PAC (politique agricole commune). Les 850 000 chefs d'exploitation savent que la politique agricole européenne a plus profité à la France qu'elle ne lui a coûté.

En épargne et placement, il faut retenir qu'en l'espace de trois ans, les SICAV (sociétés d'investissement à capital variable) monétaire ont drainé 1 000 milliards de francs. Pour réorienter l'épargne vers le long terme, le Plan d'épargne populaire (PEP) et le plan d'épargne en actions (PEA), créations de l'Etat, ne suffiront pas.

Inégalités: le rendez-vous manqué donne un bilan de 900 000 chômeurs de longue date et de 575 000 allocataires de RMI <près de 900 000 fin 1994> malgré l'instrument fiscal installé par Michel Rocard de la contribution sociale généralisée

(CSG), prélevée sur tous les revenus, et l'appel de François Mitterrand au CNPF (Conseil National du Patronat français) pour engager des négociations dans les 134 branches professionnelles (où pour les bas salaires, la stricte application du SMIC tient lieu de politique de rémunération. A la fin de 1992, 56 % des branches étaient parvenues à porter leurs minima salariaux au-dessus du SMIC.

Les socialistes ont-ils manqué d'ambition dans la protection sociale ? Ils ont enregistré 40 milliards de déficit au régime général de la Sécurité sociale et ont lancé, trop tard, des idées sur la création d'une caisse de garantie des retraités et d'une prestation destinée aux personnes âgées dépendantes.

Les banques ont alimenté l'ascension de l'immobilier au cours de ce qu'on appelle les "années folles". Les promoteurs ont rencontré sur leur chemin des catastrophes quand les prix ont commencé à chuter, assez récemment.

Basculé par la fronde des juges contre l'"amnistie", mis en accusation dans le drame de la transfusion sanguine, le pouvoir a laissé se creuser un "déficit moral".

Avant mars 1986, la période Mitterrand n'avait connu que deux affaires: les Irlandais de Vincennes (1982) qui était un "montage" policier réalisé par la cellule anti-terroriste de l'Elysée afin de se promouvoir et la trop célèbre affaire du Rainbow Warrior (1985) en Nouvelle-Zélande. Après 1986, les affaires s'appellent celle du Carrefour, du faux passeport, de Luchaire, des "plombiers" du Conseil Supérieur de la magistrature, de la joaillerie Chaumet, des otages français au Liban, de l'académicien Michel Droit. Souvent les responsables ne furent pas sanctionnés. En 1990 les enquêtes sur le financement du Parti socialiste sont entravées, on découvre des délits d'initiés et on s'étonne de nouveau d'un Président de la République faisant des proclamations trop rassurantes sur l'argent "facile". Plus de 2500 magistrats ont protesté avec véhémence, le 30 novembre 1990, contre la misère qui règne dans les cours et tribunaux et contre l'article, dans la loi de janvier 1990, qui portait sur l'amnistie des infractions, délits et crimes mêlés, liés au financement de la vie politique. Reste l'affaire du sang contaminé. En 1987 encore, les premières plaintes judiciaires déposées par des hémophiles n'avaient pas été acceptées. Il faut rappeler que ce n'est qu'en 1985 que l'utilisation obligatoire des tests de sang est rendue "proclamée".

Quelques autres repères:

1988- un groupe d'investisseurs menés par M. Georges Pébereau, lancent une offensive contre la Société Générale visant au "dénoyautage" de la banque privatisée et il a le soutien discret du nouveau pouvoir et l'appui explicite de la Caisse des Dépôts.

Dans la même année, des problèmes de délits d'initiés se font jour pendant le rachat par Pechiney de la société américaine Triangle, qui contrôle American Can.

1989: lors d'une perquisition dans l'antenne marseillaise du bureau d'études Urba, lié au PS, deux inspecteurs de police saisissent des cahiers manuscrits révélant les mécanismes du financement national du PS. 1990: l'affaire Doucé (enquête sur les activités d'un pasteur, retrouvé mort quelques mois plus tard, en faveur des homosexuels, par les policiers des RG => Renseignements Généraux) et l'affaire Médecin (fuite en Amérique latine de M. Jacques Médecin, maire de Nice, ramené en France récemment).

1991-1992: développement de dossiers anciens face à un pouvoir affaibli (révélation d'un industriel nantais M. René Trager sur des financements occultes autour du ministère des affaires sociales, avant 1986, dans l'entourage de Mme Georgina Dufoix; des élus sont inculpés par dizaines, dont M. Henri Emmanuelli (P.S.), président de l'Assemblée Nationale, remplacé par Philippe Séguin, (RPR) en

1993))

1993: M. Pierre Botton, gendre et ancien bras droit de Michel Noir, maire de Lyon, parle de ses générosités déployées en faveur de diverses personnalités dont certaines du monde médiatique (Poivre d'Arvor).

1993: l'affaire des écoutes illégales (dans le domicile de journalistes du Monde et du Canard enchaîné) a fait reparler de la "cellule" de l'Elysée.

Les commentateurs s'accordent pour parler d'une recherche rocardienne du consensus (le triennat tranquille), d'une période d'échec avec Edith Cresson (décision du départ en province d'administrations parisiennes, installation de l'E.N.A. à Strasbourg, promotion de l'apprentissage qui a fait hurler les enseignants, déclarations sur le travail clandestin, les "éléphants" lui compliquant la tâche), du "trop peu" fait contre la corruption et contre le chômage de Pierre Bérégovoy (qui a bénéficié d'un prêt de 1 million de francs, sans intérêt, de la part de Roger-Patrice Pelat et qui a vu tuer son projet d'Alliance des Français pour le Progrès).

Lionel Jospin (ministre d'Etat et, en 1988, numéro 2 du gouvernement) s'est distingué par quatre actes d'envergure: 1. la revalorisation de la situation des enseignants (dont l'alignement du statut des instituteurs sur celui des professeurs 2. la loi d'orientation: objectif de conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat, l'organisation de l'école primaire en cycles de trois ans et la création d'instituts universitaires de formation de maîtres (UFM) 3. "Université 2000": 7 nouvelles universités et 350 000 m² de locaux supplémentaires 4. la rénovation pédagogique: création d'un Conseil National des programmes, changement de la classe de seconde. Jacques Lang, le successeur de Jospin, réforme la classe de première et clôt le contentieux avec l'enseignement privé.

Une société sur la défensive: face à la montée de problèmes éthiques et ethniques, les pouvoirs publics ont multiplié les tentatives pour tenter de rassurer une population qui s'inquiète des nouveaux défis.

La peur du sida s'installe peu à peu dans les esprits: banalisation du préventif. Au 31 décembre 1992, près de 23 000 cas de sida étaient enregistrés en France, 13 000 personnes (chiffre officiel) étaient mortes des suites de la maladie. On a fait voter une loi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida mais n'est pas allé jusqu'à soumettre une loi sur l'aléa thérapeutique malgré l'appel de l'Agence française de recherche sur le Sida (ANRS). Aux déboires de la "délégation générale contre la toxicomanie" dirigée par Mme Georgina Dufoix s'est succédé une polémique trop médiatisée et peu fructueuse sur le traitement des toxicomanes entre MM. Paul Quilès et Bernard Kouchner.

Les déchets, les nuisances sonores ou les atteintes au paysage préoccupent les habitants de certaines banlieues: création d'un Ministère de la ville, après l'émeute de Vaulx-en-Velin (près de Lyon), présenté comme un modèle de réhabilitation sociale. La situation de 500 quartiers "difficiles", où vivent trois millions de Français, est désormais connue avec précision.

Pour l'environnement, on a réalisé des succès certains dans la purification de l'eau et du traitement des déchets. La pollution agricole notamment n'est plus un sujet tabou en France: les gros cultivateurs et les éleveurs industriels doivent cotiser à la dépollution. L'effet pervers de la décentralisation fait que les maires, qui ont désormais la haute main sur les permis de construire, ont fait réaliser des projets qui ont tourné en catastrophes (exemple: téléphérique du Prorel à Briançon). Les préfets n'ont pas osé appliquer les lois "montagne" ou "littoral" de sorte qu'on continue de bétonner dans le plus parfait désordre, sur certains sites.

On attend toujours une loi sur la bioéthique définissant clairement les conceptions françaises sur la transfusion sanguine, la transplantation d'organes, la procréation médicalement assistée) et sur le bénévolat, la gratuité, l'anonymat et le volontariat. L'intérêt pour nombre de ces questions ne cesse de grandir pourtant. Il ne suffit que de penser aux affaires de l'insémination post-mortem, de banques de sperme, de blocage de recherches épidémiologiques, de prélèvement d'organes contestés. Les avis émis par le Comité national d'éthique n'ont, pour l'heure, qu'autre valeur que "morale".

RESULTATS DU PREMIER TOUR DES LEGISLATIVES 1993

| | |
|---|----------------|
| EXTREME-GAUCHE | 1.77 % |
| PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS | 9.18 % |
| PARTI SOCIALISTE | 17.59 % |
| MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE | 0.89 % |
| MAJORITE PRESIDENTIELLE | 1.79 % |
| GENERATION ECOLOGIE | 3.62 % |
| VERTS | 4.01 % |
| REGIONALISTE(s) | 0.45 % |
| divers | 3.76 % |
| RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE | 20,39 % |
| UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANÇAISE | 19.08 % |
| DIVERS DROITE | 4.71 % |
| FRONT NATIONAL | 12.41 % |
| EXTREME DROITE | 0.27 % |
